Les relations Canada – Chine : 25 années de relations

Visite au Canada du Premier ministre de la République populaire de Chine M. Li Peng

---

du 12 au 14 octobre 1995

Cahier d'information

CANADA

DOCS
CA1 EA 95C16 EXF
Canada-China relations :
celebrating 25 years : visit to
Canada by Li Peng Premier of the
People's Republic of China October
43274565

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E
3 5036 20049737 0

Imprimé sur du papier recyclé

Printed on recycled paper

Affaires étrangères et Commerce extérieur Canada
Foreign Affairs and International Trade Canada

Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Biographies

Le Premier ministre du Canada
M. Jean Chrétien 5

Le ministre des Affaires étrangères
M. André Ouellet 6

Le ministre du Commerce international
M. Roy MacLaren 7

Le Secrétaire d'État pour l'Asie — Pacifique
M. Raymond Chan 8

Le Premier ministre de la République populaire de Chine
M. Li Peng 9

Renseignements généraux

Le Canada et la Chine : 25 années de relations 13

Chronologie des relations Canada — Chine 16

Les relations entre le Canada et la Chine 21

Les quatre piliers de la politique du Canada à l'égard de la Chine 27

Accords et protocoles d'entente entre le Canada et la Chine 33

Fiche documentaire sur la Chine 35

Fiche documentaire sur le Canada 36

Biographies

Le Premier ministre du Canada
M. Jean Chrétien

M. Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et il a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du Premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu quatre fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres les Affaires indiennes et du Nord, l'Industrie et le Commerce, les Finances, la Justice, l'Énergie, les Mines et les Ressources. Il a été Président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976; il a été nommé Vice-premier ministre et Secrétaire d'État aux Affaires extérieures en juin 1984.

En septembre 1984, en tant que membre de l'Opposition, il est devenu porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986 pour retourner à la pratique du droit dans le cabinet Lang, Michener, Lawrence & Shaw de 1986 à 1990. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corporation.

Quatre ans plus tard, M. Chrétien est revenu à la politique. Le 23 juin 1990, il a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle, il est devenu officiellement chef de l'Opposition en décembre 1990.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice le 25 octobre 1993, date à laquelle le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le vingtième Premier ministre du Canada le 4 novembre 1993.

M. Chrétien a épousé Aline Chaîné, de Shawinigan, en 1957 et ils ont trois enfants.

Le ministre des Affaires étrangères du Canada
M. André Ouellet

M. Ouellet est né le 6 avril 1939 à Saint-Pascal, au Québec. Il est diplômé de l'Université d'Ottawa et diplômé en droit de l'Université de Sherbrooke.

Député à la Chambre des communes depuis 1967, où il représente le comté de Papineau-Saint-Michel, il a occupé plusieurs postes au sein du Cabinet.

M. Ouellet a été ministre des Postes, président du Conseil privé et leader du gouvernement à la Chambre, ministre de la Consommation et des Corporations, ministre d'État aux Affaires urbaines, ministre des Travaux publics, ministre du Travail et ministre d'État au Développement économique régional.

Il a également été ministre responsable de diverses sociétés d'État, dont la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Commission du système métrique et le Conseil des normes du Canada.

M. Ouellet a été nommé porte-parole officiel de l'Opposition pour les transports en 1985, pour les affaires extérieures en 1988 et pour les relations fédérales-provinciales en 1990. Entre 1990 et 1992, il a siégé au sein d'une commission d'enquête et de deux comités parlementaires chargés de revoir la Constitution, soit la Commission Bélanger-Campeau et les Comités Beaudoin-Edwards et Beaudoin-Dobbie.

Il a par ailleurs été président du Caucus libéral du Québec en 1968, organisateur politique en chef du Parti libéral fédéral au Québec de 1977 à 1984 et coprésident du Comité de la campagne nationale libérale en 1992.

M. Ouellet a épousé Édith Pagé en 1965 et ils ont quatre enfants.

Le ministre du Commerce international
M. Roy MacLaren

M. MacLaren est né à Vancouver (Colombie-Britannique) en 1934. Il est diplômé de l'Université de la Colombie-Britannique ainsi que de l'Université Cambridge, de l'Université Harvard et de l'Université de Toronto.

Ses affectations en tant que membre du service extérieur du Canada de 1957 à 1969 l'ont conduit à Hanoi, Prague, Genève et New York.

M. MacLaren possède une vaste expérience des affaires. Il a été président de Ogilvy et Mather (Canada) Ltd. et du conseil d'administration de CB Media Ltd., vice-président de Massey-Ferguson Ltd. et directeur de plusieurs sociétés, dont Royal LePage Ltd., Royal LePage Mortgage Corporation, London Insurance Group Inc. et Deutsche Bank (Canada).

Élu pour la première fois député à la Chambre des communes en 1979, où il représente depuis la circonscription de Etobicoke-Nord (Toronto métropolitain), il a été réélu en 1980, 1988 et 1993. Il est entré au Cabinet en 1983, à titre de ministre d'État (Finances), et s'est vu confier le portefeuille du Revenu national en 1984. Il a été porte-parole officiel de l'Opposition pour les questions relatives au commerce extérieur, coprésident du Comité mixte spécial sur la réforme du Sénat, président du Groupe de travail fédéral sur les relations entre les milieux d'affaires et le gouvernement, et président de la Commission libérale des politiques économiques.

M. MacLaren a épousé Alethea Mitchell en 1959 et ils ont trois enfants.

Le Secrétaire d'État pour l'Asie — Pacifique
M. Raymond Chan

Né en 1951 à Hong Kong, M. Chan est arrivé au Canada en 1969 et devenu citoyen canadien en 1974. Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences appliquées en génie physique de l'Université de la Colombie-Britannique.

Ingénieur professionnel, M. Chan a travaillé à l'Université de la Colombie-Britannique, de 1977 à 1993 au centre de recherche TRIUMF. Il est aussi propriétaire de restaurant et il a exploité deux petites entreprises de 1974 à 1989.

En 1989, M. Chan a fondé la Vancouver Society in Support of Democracy Movement et en a été le premier président. Il est aussi membre du Mandarin Lions Club et du Dragon Masters Toastmasters Club de Richmond.

M. Chan a été élu en 1993 à la Chambre des communes, où il représente la circonscription de Richmond, en Colombie-Britannique.

M. Chan a épousé Maureen Marnlien en 1975; ils ont deux enfants.

Le Premier ministre de la République populaire de Chine M. Li Peng

Né en octobre 1928 à Chengdu, dans la province de Sichuan, M. Li Peng a étudié le génie hydroélectrique à l'Institut de l'énergie de Moscou.

Il a gravi les échelons du secteur de l'énergie et ceux du Parti communiste chinois. Il a été élu au Comité central du Parti en 1982 par le 12e Congrès.

En 1983, M. Li Peng est devenu vice-premier ministre chargé de l'énergie, des transports et de l'éducation. En 1985, il a été élu au Bureau politique et à son organe exécutif, le Secrétariat. Il a été nommé premier ministre en novembre 1987 et sa nomination est devenue officielle en avril 1988.

M. Li Peng est marié à Zhu Lin et ils ont deux enfants.

Renseignements généraux

Le Canada et la Chine : 25 années de relations

Le 13 octobre 1970, le Canada et la Chine ont établi des relations diplomatiques officielles et ont jeté les bases en matière d'aide au développement et d'échanges politiques, économiques, culturels et universitaires.

D'après un observateur de l'époque, « On a tourné une page, un nouveau chapitre a été entamé dans l'histoire des relations entre l'Est et l'Ouest ». Cette initiative a ouvert la voie à d'autres pays, notamment aux États-Unis qui eux aussi ont reconnu la Chine. Elle a donné l'impulsion nécessaire pour que les Nations Unies acceptent la Chine comme membre et qu'elle siège au Conseil de sécurité en 1971.

Dans son éditorial du lendemain de l'établissement de relations entre le Canada et la Chine, un des plus importants quotidiens du Canada, *The Globe and Mail*, annonçait que la reconnaissance de la Chine par le Canada « devrait être une source de satisfaction pour tous les Canadiens... les répercussions internationales de la déclaration d'hier sont importantes, écrivait-il, peut-être encore plus à long terme pour le monde que pour le Canada... »

L'éditorial du *Globe and Mail* faisait aussi remarquer que « peu de problèmes internationaux importants peuvent être résolus aujourd'hui sans la participation de la Chine... » Vingt-cinq ans plus tard, cette observation est toujours valable.

En 1995, la Chine est l'un des pays les plus dynamiques du monde. Sa production a quadruplé depuis les années 80. Elle attire maintenant presque un tiers des capitaux d'investissement étrangers directs destinés aux pays en développement. Ce pays occupe la onzième place dans le monde pour le commerce. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, d'État doté de l'arme nucléaire et de participante active dans les organisations régionales de l'Asie-Pacifique, la Chine voit son influence augmenter sans cesse.

Comme elle abrite un cinquième de la population mondiale, la Chine doit surmonter les obstacles importants qui gênent son développement social et économique, alors qu'elle passe d'une économie à planification centrale à une économie de marché et qu'elle doit satisfaire les besoins de sa population croissante.

Pour sa part, le Canada a appuyé le programme de réforme économique de la Chine en lui accordant, en 1973, le statut de la nation la plus favorisée. Il l'a encouragée à s'intégrer davantage aux institutions régionales et internationales de nature politique et économique, notamment à l'Organisation mondiale du commerce. En outre, par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de

développement international et d'autres institutions multilatérales comme la Banque mondiale et les Nations Unies, le Canada s'est efforcé d'aider la Chine à surmonter les obstacles au développement durable et l'a incitée à favoriser davantage la transparence, la liberté et la prospérité dans le pays et pour ses habitants.

Aujourd'hui, les relations entre le Canada et la Chine sont de nature multidimensionnelle et sont fondées sur un partenariat croissant en matière de commerce et d'investissement, sur un intérêt commun pour les questions mondiales et régionales ayant trait à l'environnement et à la sécurité ainsi que sur les liens étroits noués entre les Canadiens et les Chinois.

La Chine est devenue beaucoup plus que l'un des plus grands marchés du Canada pour le blé; près de la moitié des exportations canadiennes vers ce pays sont maintenant constituées de produits manufacturés à valeur ajoutée. Les deux pays échangent plus de 6 milliards $ de biens et de services par an. La Chine est maintenant le deuxième partenaire commercial du Canada dans la région de l'Asie-Pacifique et son cinquième marché d'exportation au monde.

Depuis que l'ambassade du Canada a été ouverte à Beijing, notre pays a élargi sa présence en Chine en établissant des consulats à Shanghai et à Guangzhou. Plus de 100 sociétés canadiennes mènent maintenant des activités dans ce pays. Les liens entre les provinces et les villes canadiennes et chinoises se sont beaucoup resserrés grâce à des accords de jumelage, qui créent une étroite coopération entre des organisations ou des gouvernements dont les intérêts économiques et culturels sont similaires. Il existe des relations du même ordre entre plusieurs universités canadiennes et chinoises au niveau des professeurs, et plus de 2 500 étudiants chinois étudient dans des universités canadiennes.

Le Canada a en outre un dynamique programme de coopération avec la Chine dans le domaine du développement. Lancé en 1981 dans le cadre d'une contribution alimentaire de 4 millions $, ce programme de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) compte maintenant 25 projets opérationnels et 17 projets en gestation. Les projets opérationnels visent tant les secteurs de l'énergie, du pétrole et du gaz, de la foresterie et de l'agriculture que ceux de la formation en éducation et de l'établissement de liens institutionnels. Les projets en cours de planification concernent la formation des juges, l'intégration des femmes dans le processus de développement, la formation en gestion et en environnement pour les petites et moyennes entreprises, l'efficacité énergétique dans le domaine de la construction et le développement du bassin Tarim de la Chine.

Le coût des programmes actuels, qui mettent en valeur la coopération économique, l'environnement et la saine gestion, est estimé à quelque 36 millions $ en 1995-1996. En outre, le Programme de coopération industrielle de l'ACDI fournit annuellement plus de 8 millions $ à des entreprises canadiennes qui cherchent à exploiter les possibilités de

coentreprises et autres débouchés en Chine. Les projets de l'ACDI ont aidé toute une gamme d'entreprises et d'institutions canadiennes à faire leurs premiers pas en Chine

Le fait qu'environ 3 % de la population canadienne est d'origine chinoise constitue un autre lien entre le Canada et la Chine. Le chinois est la troisième langue parlée au Canada.

Reposant sur de solides assises établies tout au long des 25 dernières années, les relations canado-chinoises devraient donc continuer de se développer pendant le prochain quart de siècle et au delà.

Chronologie des relations Canada — Chine

1970

- Le Canada et la République populaire de Chine nouent des relations diplomatiques après 22 mois de négociations à Stockholm.

1971

- La République populaire de Chine devient membre des Nations Unies.

- Un chargé d'affaires est envoyé à Pékin (aujourd'hui Beijing) pour établir la mission diplomatique canadienne.

- Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Jean-Luc Pepin, conduit la première délégation officielle du Canada en Chine.

1972

- Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mitchell Sharp, dirige une délégation officielle en Chine. La foire commerciale canadienne qui se déroule à Beijing durant cette visite attire quelque 600 responsables et dirigeants d'entreprises canadiens. C'est la première fois que le premier ministre Zhou Enlai effectue une visite officielle à une foire commerciale étrangère.

- Les premiers échanges sportifs ont lieu : la Chine envoie des joueurs de ping-pong, des nageurs et divers autres athlètes au Canada, alors que le Canada envoie en Chine des patineurs sur glace, une équipe de basket-ball et des joueurs de badminton.

1973

- Le Canada et la Chine signent un protocole d'entente sur la réunification des familles.

- Les deux pays établissent une liaison aérienne par la signature de l'Accord relatif au transport civil aérien. Cet accord institue une ligne directe entre le Canada et la Chine, sans escale dans un pays tiers.

- Le Canada et la Chine signent un accord commercial entérinant l'octroi officiel du statut de nation la plus favorisée.

1974

- La Chine ouvre un consulat général à Vancouver.

- Les premiers immigrants chinois autorisés en vertu du protocole d'entente sur la réunification des familles arrivent au Canada.

1977

- Le ministre des Affaires étrangères, Huang Hua vient au Canada en visite officielle.

1978

- Des reporters de Xinhua (nouvelle agence de presse chinoise) sont admis à la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

1979

- Le Canada et la Chine signent un protocole d'entente sur la coopération en matière d'éducation, en vertu duquel les étudiants chinois sont autorisés à s'inscrire dans des universités canadiennes et les Canadiens, à étudier dans des institutions d'enseignement supérieur de la Chine.

- Un protocole de coopération économique devant promouvoir le commerce de biens et services de haute technologie et créer un comité mixte qui évaluera les progrès du commerce bilatéral est ratifié.

- Une délégation canadienne se rend en Chine pour participer à la célébration du 40e anniversaire de la mort du Dr Norman Bethune, le médecin canadien qui a soigné l'armée révolutionnaire chinoise.

- Le réseau de télévision CTV envoie un correspondant résident à Pékin.

1980

- La Société Radio-Canada ouvre un bureau à Pékin et y affecte un correspondant permanent.

1981

- Pour la première fois, des fonds d'aide au développement sont envoyés en Chine.

- Près de 3 % de la population canadienne a des ancêtres chinois.

1984

- Le premier ministre Zhao Ziyang effectue une visite au Canada et devient le premier leader communiste à s'adresser au Parlement.

- La balance du commerce entre le Canada et la Chine excède les 2 milliards $.

- La Chine ouvre un consulat général à Toronto.

1985

- Le président Li Xiannian et le vice-premier ministre Li Peng effectuent une visite au Canada.

1986

- Le Canada ouvre un consulat général à Shanghai.

- Le premier ministre Brian Mulroney effectue une visite officielle en Chine.

- Le vice-premier ministre Yao Yilin effectue une visite au Canada.

1987

- Le gouverneur général Jeanne Sauvé se rend en visite en Chine.

- La ministre du Commerce international et ministre responsable de la Commission canadienne du blé, Patricia Carney, effectue une visite en Chine.

- Les communications aériennes bilatérales sont améliorées par la signature de l'accord aérien. Canadian Airlines International inaugure des vols vers Beijing, et l'Autorité de l'aviation civile de Chine (aujourd'hui Air China) ouvre une ligne jusqu'à Toronto, via Vancouver.

1988

- Le président du Comité permanent du Congrès national du peuple, Wan Li, effectue une visite au Canada.

- Le vice-premier ministre Tian Jiyun effectue une visite au Canada.

1990

- La valeur marchande des échanges bilatéraux excède les 3 milliards $. Les biens d'équipement comptent pour 50 % du total des exportations canadiennes.

1992

- Le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce international, Michael Wilson, effectue une visite en Chine.

- Les échanges bilatéraux se chiffrent à 4,6 milliards $.

1993

- Le ministre responsable des Affaires constitutionnelles, Joe Clark, effectue une visite en Chine.

- Le vice-premier ministre Zhu Rongji effectue une visite au Canada.

- Le pourcentage des produits agricoles comptant dans les exportations totales du Canada vers la Chine continue à reculer au profit des exportations de produits à valeur ajoutée, dont la proportion atteint 50 % du total.

1994

- Le vice-premier ministre Zou Jiahua effectue une visite au Canada.

- Le Canada formule sa politique à l'égard de la Chine, qui repose sur quatre piliers : le partenariat économique; le développement durable; les droits de la personne, le bon gouvernement et la primauté du droit; la paix et la sécurité.

- Le ministre du Commerce international, Roy MacLaren, se rend en visite en Chine et inaugure un consulat général à Guangzhou.

- Le gouverneur général, Ramon Hnatyshyn effectue une visite en Chine. Il est accompagné par le ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire, Ralph Goodale, et par une délégation commerciale.

- Le ministre des Affaires étrangères, André Ouellet, effectue une visite en Chine; il y signe un accord de coopération en matière d'environnement et un traité d'entraide juridique.

- Le premier ministre Jean Chrétien se rend en visite en Chine accompagné de l'Équipe Canada, — la plus grande délégation canadienne jamais réunie. Elle est composée de neuf premiers ministres provinciaux, de leaders territoriaux, du chef de la fédération des municipalités canadiennes et de quelque 400 représentants du monde des affaires. Les sociétés canadiennes signent des contrats de l'ordre de

8,6 milliards $. Le premier ministre Chrétien et le premier ministre Li Peng signent un accord de coopération nucléaire et une lettre d'intention portant sur six projets de coopération en matière de développement.

- Les échanges bilatéraux excèdent les 6 milliards $.

1995

- Le ministre du Personnel, Song Defu, effectue une visite au Canada où il rencontre le ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest, Lloyd Axworthy.

- Le ministre Lloyd Axworthy effectue une visite en Chine.

- Le premier ministre Li Peng se rend en visite au Canada pour célébrer le 25e anniversaire des relations bilatérales entre les deux pays.

Les relations entre le Canada et la Chine

Renseignements généraux

- Les relations entre le Canada et la Chine se sont considérablement accrues depuis un an. En novembre dernier, le Premier ministre Jean Chrétien a dirigé la mission commerciale de l'Équipe Canada, la plus importante délégation à être jamais allée en Chine. La délégation a réuni neuf premiers ministres provinciaux, deux leaders territoriaux et près de 400 représentants du milieu des affaires.

- La mission de l'Équipe Canada couronnait plusieurs visites bilatérales de haut niveau faites en 1994. Ce genre de visites contribue à la politique du Canada d'étendre ses relations avec la Chine dans quatre grands domaines : le partenariat économique; le développement durable; les droits de la personne, le bon gouvernement et la primauté du droit; la paix et la sécurité.

- Étant donné le potentiel et la croissance économiques de la Chine, le Canada cherche à établir des ponts avec ce pays dès maintenant afin d'encourager un partenariat économique à la fois créateur d'emplois et de prospérité tant pour les Canadiens que pour la population chinoise.

- Le développement durable forme partie intégrante de la politique canadienne à l'égard de la Chine. Le Canada cherche à aider ce pays — le plus important consommateur de charbon du monde — à gérer son environnement dans une perspective mondiale .

- Au sein des forums multilatéraux, le Canada veille à ce que la Chine respecte ses obligations en vertu de la *Déclaration des droits de l'homme des Nations Unies*. Il continue de manifester son inquiétude concernant la détention de dissidents politiques et le manque général de libertés politiques en Chine.

- Le Canada a engagé avec la Chine un dialogue de fond sur les questions de non-prolifération et de sécurité régionale. Il vise à amener la Chine à adopter un comportement responsable, à l'échelle mondiale, en matière de ventes d'armes et à conclure dans les meilleurs délais le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

- Il importe au Canada que le retour de Hong Kong à la Chine se fasse sans heurts en 1997. Aussi, a-t-il fortement encouragé la Chine et le Royaume-Uni à coopérer afin de préserver la stabilité et la prospérité de Hong Kong.

- Le Canada a une ambassade à Beijing et un consulat à Shanghai. Il a ouvert un bureau commercial à Guangzhou (anciennement Canton) dans la province de Guangdong, située au centre de la Chine méridionale, une région en pleine expansion.

Commerce et investissement

- Les entreprises canadiennes ont connu des succès notables en Chine au cours de la dernière année. Depuis la mission de l'Équipe Canada dirigée par le Premier ministre en Chine en novembre 1994, les sociétés canadiennes participantes ont annoncé pour 8,6 milliards $ de transactions commerciales conclues, sous forme de contrats, de protocoles d'entente et d'entreprises conjointes.

- Sur les 65 transactions commerciales annoncées pendant la mission, 34 se sont maintenant concrétisées en contrats – comparativement à 14 seulement en novembre dernier. Même si quelques transactions n'ont pas eu de suite depuis novembre – une réalité de la vie en affaires –, la valeur de toutes les transactions conclues se maintient essentiellement à 8,34 milliards $; le total avait été initialement estimé à 8,6 milliards $.

- Depuis la mission de l'Équipe Canada, les firmes canadiennes ont déclaré 850 millions $ additionnels en transactions commerciales avec la Chine par suite des initiatives de novembre dernier. Plusieurs firmes canadiennes offrant des services financiers, juridiques et autres ont aussi été autorisées à poursuivre des activités en Chine. Ces percées renforcent la présence commerciale du Canada dans ce pays et permettent de mieux appuyer les autres firmes canadiennes y menant des affaires.

- La Chine vient au deuxième rang parmi nos partenaires commerciaux en Asie-Pacifique et au cinquième rang de nos plus grands marchés d'exportation dans le monde. En 1994, les échanges commerciaux ont dépassé 6 milliards $, soit un accroissement d'un peu plus de 25 % par rapport à l'année précédente. Les exportations canadiennes en Chine se sont accrues de 34 % depuis un an pour atteindre un sommet de près de 2,3 milliards $. Dans les six premiers mois de 1995, les exportations ont atteint 1,4 milliard $ — soit presque autant que la valeur totale des exportations canadiennes en 1993.

- Depuis que la Chine a adopté une politique d'ouverture et de réforme économiques en 1978, nos relations commerciales ont évolué rapidement. Par le passé, les exportations canadiennes comprenaient surtout des produits de base comme le blé, les engrais et la pâte de bois. Toutefois, depuis quelques années, des articles manufacturés comme le matériel électrique, mécanique et de télécommunication

occupent une place grandissante dans nos exportations. Les exportations d'articles manufacturés à forte valeur ajoutée ont plus que doublé depuis deux ans. Elles comptent maintenant pour près de 35 % de toutes les exportations, contre 4 % seulement en 1988.

- En 1994, les importations canadiennes en provenance de la Chine ont totalisé 3,8 milliards $, comparativement à 3 milliards $ en 1993. Les principales importations canadiennes sont les vêtements d'extérieur, le coton, les accessoires vestimentaires, les jeux et les jouets, les articles de cuir, les chaussures, le matériel mécanique et les graines oléagineuses.

- Les importations de la Chine et ses besoins en matière d'infrastructure correspondent dans une large mesure aux points forts des exportateurs canadiens, en particulier dans les domaines des télécommunications, du pétrole et du gaz naturel, de la production d'électricité, de l'environnement, des transports, de l'exploitation minière et de la pétrochimie, et de l'agriculture.

- Le Canada a toujours soutenu les efforts déployés par le gouvernement chinois pour ouvrir ses marchés en lui accordant le traitement de la nation la plus favorisée. La Chine a donc accès au marché canadien au même titre que la plupart de nos autres partenaires commerciaux. De plus, le Canada appuie sa demande d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, ce qui ouvrirait davantage le marché chinois aux sociétés canadiennes.

- La Société pour l'expansion des exportations (SEE) joue un rôle crucial dans le financement des exportations à valeur ajoutée vers la Chine. La SEE offre des lignes de crédit assorties de conditions favorables ou non aux sociétés qui mènent des affaires en Chine. Des crédits à des conditions libérales sont offerts pour des projets non commerciaux.

- Les autorités chinoises encouragent activement l'investissement étranger. Plusieurs firmes canadiennes, surtout les sociétés les plus importantes disposant d'une technologie mondialement reconnue, ont investi 1,8 milliard $ en Chine depuis le début des années 70. Avec l'amélioration progressive du climat de l'investissement, les petites et moyennes entreprises canadiennes commencent aussi à porter attention à la Chine comme lieu d'investissement.

- Plus de 100 entreprises canadiennes ont des bureaux en Chine, et un nombre croissant d'entreprises souhaitent y élargir leurs opérations.

Relations en matière d'éducation et relations culturelles

- Les relations entre le Canada et la Chine dans le domaine de l'éducation remontent à plus de 50 ans. Le professeur Chian Wei Chang fut le premier Chinois à obtenir un diplôme d'une université canadienne (l'Université de Toronto) en 1941. M. Chiang a par la suite joué un rôle important dans le développement de programmes d'études canadiennes dans son pays lorsqu'il occupa le poste de président de l'Université de technologie de Shanghai. Il a également agi à titre de vice-président du Parti démocratique chinois.

- L'intérêt des milieux universitaires chinois pour les études canadiennes connaît un essor important depuis une quinzaine d'années. Il existe quelque 20 centres d'études canadiennes en Chine actuellement, ainsi qu'une Association chinoise d'études canadiennes. Le Canada investit près de 250 000 $ par année dans le développement de ces centres.

- À la fin des années 80, le Canada et la Chine ont signé un protocole d'entente révisant le Programme d'échange de boursiers Canada – Chine en vertu duquel, annuellement, une douzaine de professeurs et d'étudiants universitaires de chaque pays font un séjour d'études dans l'autre pays.

- Le nombre d'étudiants chinois actuellement inscrits dans les universités canadiennes, surtout en ingénierie et en sciences pures, s'élève à plus de 4 000. Seulement une centaine d'étudiants canadiens poursuivent des études en Chine.

- Depuis longtemps, le Canada estime que la culture est un volet important de ses relations avec la Chine. Des représentants des deux pays discutent régulièrement de relations culturelles.

- En 1994, un ensemble de jazz, le trio Oliver Jones, a donné des spectacles devant des auditoires enthousiastes durant la visite du Gouverneur général en Chine.

- Un film relatant la vie de Norman Bethune a été réalisé dans le cadre d'un accord de coproduction cinématographique et télévisée signé par le Canada et la Chine en 1987. Étant donné le succès remporté par ce film, l'industrie canadienne du cinéma et de la télévision souhaite ardemment établir de nouveaux contacts de production avec l'industrie cinématographique chinoise.

- En 1990, l'Office national du film et le studio cinématographique Xi'an ont coproduit « Le premier empereur », premier film Imax (grand écran) réalisé avec un partenaire chinois. Ces dernières années, TV Ontario s'est rendue plusieurs fois en Chine à titre exploratoire et s'est montrée intéressée à produire du matériel didactique en coopération avec des réalisateurs chinois.

Coopération en matière d'aide au développement

- En 1981, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) mettait sur pied un programme d'aide publique au développement (APD) pour la Chine. Depuis 1990, le financement bilatéral (de gouvernement à gouvernement) a été de l'ordre de 30 à 32 millions $. Il est prévu que ce financement sera de quelque 36 millions $ en 1995-1996.

- Le Canada et la Chine ont lancé, en juillet 1994, un cadre de politique de développement pour la Chine. Dorénavant, les programmes d'aide de l'ACDI en Chine seront axés sur la coopération économique, la durabilité de l'environnement, les droits de la personne et le développement démocratique, ainsi que le bon gouvernement. En outre, ce nouveau cadre mettra l'accent dans ses programmes sur l'intégration des femmes dans le développement et la réduction de la pauvreté. Des lettres d'intention ont été signées sur 17 nouvelles initiatives dans les domaines de la durabilité de l'environnement, de la coopération économique, du bon gouvernement et de la participation des femmes dans le développement.

- Les principaux programmes en cours comprennent le Centre Canada – Chine de formation en gestion d'entreprise, l'aide aux villes ouvertes, le Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement, le programme de production de viande de porc maigre, le projet d'études sur l'énergie dans le Sud de la Chine, le transfert de techniques dans le secteur du pétrole et du gaz et le projet de formation en gestion générale des transports.

- Un autre programme de l'ACDI, le Programme de coopération industrielle, accorde une aide financière aux entreprises canadiennes désirant participer aux activités de développement durable et ce, grâce à une collaboration à long terme avec des partenaires locaux des pays en développement. En 1993-1994, ce programme a investi 8,3 millions $ à l'appui de projets en Chine.

- En novembre 1994, le Premier ministre Chrétien et le Premier ministre de la Chine, M. Li Peng, ont signé des lettres d'intention pour six projets de coopération au développement ayant pour but d'appuyer les réformes administratives, juridiques et économiques de la Chine. Il

s'agit de projets sur la gestion des données statistiques, sur la recherche concernant les choix des Politiques publiques, sur l'intégration des femmes au développement — Xinjiang, sur les droits fondamentaux des femmes, sur la consolidation des liens entre les universités et sur le centre de formation des juges.

Les quatre piliers de la politique du Canada à l'égard de la Chine

La Chine qui compte le cinquième de la population du globe est l'une des nations les plus dynamiques du monde. Depuis qu'elle a adopté son programme de réforme économique en 1978, sa production s'est accrue en moyenne de 9 % par an. La Chine attire maintenant près du tiers des investissements étrangers directs dans les pays en développement; elle se classe au onzième rang des nations du monde pour son commerce.

La Chine continue d'accroître l'influence que lui donnent son statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et d'État possédant des armes nucléaires, ainsi que sa participation active à des groupements régionaux comme l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), et le Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (FRA).

Les objectifs du Canada en matière de politique étrangère reflètent ces réalités. Son intérêt réside dans la stabilité, la réforme et la croissance économique durable en Chine. Il cherche avant tout à encourager la Chine à maintenir sa politique d'ouverture et à s'intégrer pleinement aux institutions politiques et économiques mondiales et régionales.

Notre politique à l'égard de la Chine s'inspire de notre engagement envers ce pays. Nos relations à long terme sont fondées sur quatre piliers également importants et complémentaires, soit le partenariat économique; le développement durable; les droits de la personne, la bonne gestion des affaires publiques et la primauté du droit; la paix et la sécurité. Le Canada estime que seuls des contacts systématiques et diversifiés pourront favoriser plus d'ouverture et de liberté en Chine et y faire progresser les intérêts canadiens.

Partenariat économique

- Le Canada se prépare à édifier un partenariat économique qui, tout en étant avantageux pour la population de la Chine, créera des emplois et de la prospérité au Canada. Des initiatives fort réussies comme la mission Équipe Canada de novembre 1994 en Chine contribuent à réaliser cet objectif.

- Les relations commerciales et financières bilatérales se sont considérablement développées depuis que la Chine a lancé son programme de réforme économique. Aujourd'hui, c'est notre deuxième marché en importance dans la région Asie — Pacifique, et notre cinquième marché d'exportation dans le monde. Plus de 100 sociétés canadiennes ont des bureaux en Chine.

- Les échanges commerciaux bilatéraux ont dépassé 6 milliards $ en 1994. Les exportations canadiennes en Chine se sont accrues de 34 % en 1994 pour atteindre près de 2,3 milliards $. Dans les six premiers mois de 1995, les exportations ont atteint 1,4 milliard $ — soit presque autant que la valeur totale des exportations canadiennes en 1993. Nos exportations en Chine d'articles manufacturés ont plus que doublé depuis deux ans. Elles comptent maintenant pour près de 35 % de toutes nos exportations, contre 4 % seulement en 1988.

- Le partenariat est renforcé par le fait que nombre des besoins de la Chine en matière d'importations et d'infrastructures correspondent aux secteurs d'exportation les plus forts du Canada, comme les télécommunications, le pétrole et le gaz, la production d'énergie, l'environnement, les transports, les mines, la pétrochimie et l'agriculture.

- Le Canada appuie la poursuite de la réforme économique en Chine. Une économie moderne efficiente a besoin d'une infrastructure spécialisée qui soit appuyée par une législation et une réglementation transparentes. L'aide canadienne au développement encourage la Chine à mettre en place les rouages d'une économie moderne.

- Le Canada appuie aussi l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce qui donnera de meilleurs débouchés aux biens et services canadiens.

- Le Canada et la Chine collaborent aux dossiers économiques régionaux ainsi qu'aux stratégies de développement des ressources humaines au sein de l'APEC, qui comprend 18 membres. Ils y partagent le même objectif : encourager la réforme économique et la libéralisation des échanges entre ses membres.

Développement durable

- Le Canada s'est engagé à aider la Chine à se doter de politiques et d'institutions qui, en reconnaissant les rapports existant entre la croissance économique, le développement social et la protection de l'environnement, favorisent le développement durable.

- L'environnement est une question importante en Chine, car les ressources naturelles de ce pays sont mises à dure épreuve par son immense population. Les pénuries d'eau sont de plus en plus fréquentes et sérieuses. Les nappes phréatiques se détériorent progressivement. La pollution des lacs et des rivières est répandue. L'érosion, la salinisation et l'urbanisation grugent le territoire agricole. La Chine est aussi le plus gros consommateur mondial de charbon et, en fait, les centrales électriques au charbon sont à la base de sa croissance économique.

- Le Canada est d'avis que le développement de la Chine a des retombées d'ordre mondial, et qu'elle peut apporter une bonne contribution à la solution des problèmes environnementaux. Aussi travaille-t-il de concert avec ce pays sur plusieurs dossiers de gestion de l'environnement.

- Grâce au Protocole d'entente sur l'environnement conclu par nos deux pays et aux programmes d'aide de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Chine a accès aux technologies et services du Canada, à sa formation technique, à son expertise en gestion et à sa recherche appliquée.

- Le Canada collabore avec l'Agence nationale chinoise de protection de l'environnement dans plusieurs domaines, tels que l'épuration des eaux, la gestion des bassins hydrographiques, la gestion des déchets dangereux et des déchets solides, l'analyse d'échantillons de polluants toxiques et la formation en la matière, ainsi que la lutte contre l'appauvrissement de la couche d'ozone et la mise en oeuvre du Protocole de Montréal.

Droits de la personne, bon gouvernement et primauté du droit

- Le respect des droits de la personne et de la règle de droit en Chine est un objectif fondamental du Canada. Notre pays considère que la Chine ne remplit pas certaines de ses obligations internationales en matière de droits de la personne; nous profitons donc de toutes les occasions bilatérales et multilatérales pour rappeler aux autorités chinoises les préoccupations du Canada.

- Le Canada ne favorise pas l'isolationnisme, et il croit que l'engagement et le dialogue constituent souvent la meilleure approche. Il croit aussi que l'ouverture de la Chine au monde ne peut que profiter à sa population, sur les plans économique et politique, et qu'elle renforcera le respect des droits de la personne.

- Le Canada prône la défense des droits humains fondamentaux tels que définis dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de l'ONU et encourage la réforme des structures judiciaires, la bonne gestion des affaires publiques et la primauté du droit.

- Au cours des nombreux contacts de la dernière année avec les dirigeants chinois, le Canada n'a cessé de leur rappeler ses préoccupations. Les représentants canadiens continueront de discuter franchement et ouvertement avec les autorités chinoises des dossiers touchant les droits de la personne.

- À la Commission des droits de l'homme, à Genève, le Canada a coparrainé, au début de l'année, un projet de résolution sur la situation des droits de l'homme en Chine. Cette résolution exprimait de l'inquiétude devant les fréquentes allégations de violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales par les autorités locales, provinciales et nationales, et aussi devant les allégations de restrictions sévères imposées aux droits de rassemblement, d'association, d'expression et de culte, de même qu'au droit à une procédure judiciaire normale et à un procès équitable.

- L'aide au développement est un moyen important de promouvoir les droits de la personne, la démocratie et les principes de bon gouvernement. Plusieurs projets sont en cours d'élaboration au Canada pour amener les Chinois à réformer leurs structures juridiques, à rendre les procédures judiciaires plus transparentes et à adapter ces structures aux nouveaux besoins engendrés par la réforme économique. Parmi les projets que nous avons entrepris, signalons l'aide à la recherche sur les droits de la personne, l'assistance technique à la révision des procédures pénales pour mieux protéger les droits des accusés, la réforme du droit pénal et les échanges d'avocats. Grâce à l'accent que l'ACDI a mis récemment sur les droits de la personne et le développement démocratique dans son programme de développement, les fonds alloués à la coopération augmenteront. Toujours dans le but de poursuivre ces objectifs, une invitation à venir étudier les institutions et les structures relatives aux droits de la personne existant au Canada a été faite au président du Congrès national populaire, M. Qiao Shi, et à une délégation de haut niveau.

- Les visites bilatérales de haut niveau effectuées depuis un an ont souligné l'importance des principes de bon gouvernement. Ainsi, le conseiller d'État, M. Li Guixian, et le ministre du Personnel, M. Song Defu, ont tenu à Ottawa en mai 1995, des discussions sur la réforme et la gestion de la fonction publique. La visite a aussi été l'occasion d'échanger des points de vue sur certaines questions qui dominent la politique chinoise, tels la corruption et l'abus de pouvoir, les problèmes structuraux des institutions gouvernementales et la réforme du rôle de l'État. Le ministre du Développement des ressources humaines, M. Lloyd Axworthy, a donné suite à ces rencontres durant sa visite à Beijing en juillet 1995, où il a discuté de l'expérience du Canada en matière de réforme de programmes portant, entre autres, sur le régime de pensions, l'adaptation de la main-d'oeuvre, la création d'emplois et l'enseignement.

- Trois projets, annoncés par le Premier ministre en novembre dernier, sont maintenant à la dernière étape de leur conception; il s'agit de la formation des juges des tribunaux supérieurs, de l'aide à la mise en oeuvre en Chine de la loi sur les femmes, de la formation en matière de gestion des données statistiques.

- On prévoit accueillir, dans un avenir prochain, une délégation de haut niveau de représentants du Congrès national du Peuple, qui viendront étudier la gestion des affaires publiques canadiennes et le fonctionnement des institutions.

Paix et sécurité

- L'un des principaux volets de la politique étrangère du Canada est la promotion de la paix internationale et de la sécurité. Cela exige cependant la participation pleine et entière de la Chine, l'une des nations les plus puissantes et les plus influentes du monde. La Chine, qui possède le cinquième de la population mondiale, est membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et une puissance nucléaire possédant les formes actives les plus nombreuses du monde.

- Le Canada et la Chine ont des échanges de vues sur la sécurité régionale, la non-prolifération, la maîtrise des armements et le maintien de la paix. Les derniers pourparlers bilatéraux sur la sécurité ont été menés en août 1995. Le Canada entend poursuivre ce dialogue, surtout sur des questions comme la péninsule de Corée et la non-prolifération des armes nucléaires.

- À titre de pays du bassin du Pacifique et de membres du Forum régional (FRA) de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), le Canada et la Chine partagent des intérêts communs en matière de paix et de sécurité dans la région et dans le monde. Le FRA est la rencontre annuelle des ministres des affaires étrangères des sept pays de l'ANASE, de sept « partenaires au dialogue » et de cinq autres partenaires consultatifs. Le Forum s'est déjà penché sur d'importantes questions comme la situation dans les îles Spratly (mer de Chine méridionale), dans la péninsule coréenne et à Taiwan.

- Au sein du FRA, le Canada a vu notamment à la rédaction de documents de travail sur la non-prolifération des armes nucléaires, la diplomatie préventive et la gestion des conflits, et il a fait des propositions concernant la tenue d'ateliers régionaux sur des questions d'ordre pratique et d'intérêt commun, parmi lesquelles le maintien de la paix.

- À la conférence sur la non-prolifération des armes nucléaires en mai 1995, la Chine a appuyé la prolongation du Traité de non-prolifération pour une période indéfinie. Par ailleurs, elle a donné son appui à

l'engagement de négocier un traité d'interdiction complète des essais nucléaires d'ici 1996. La Chine poursuit ses essais d'armes nucléaires, tout en s'engageant à y mettre fin dès l'entrée en vigueur du traité. Elle maintient que, ayant effectué beaucoup moins d'essais que les autres puissances nucléaires, son arsenal est, en comparaison, relativement rudimentaire et a besoin d'être modernisé.

- Durant la visite du Premier ministre Jean Chrétien en Chine, en novembre 1994, les deux pays ont signé un accord de coopération nucléaire qui ouvre la voie à la vente de matériel et d'équipement nucléaires qui ne seront utilisés qu'à des fins pacifiques.

- Le Canada s'efforce d'obtenir la coopération de la Chine pour restreindre les ventes internationales d'armes conventionnelles, surtout aux régions marquées par les tensions et l'instabilité. Le Canada a accueilli favorablement la déclaration sino-américaine de 1994 dans laquelle la Chine s'engageait à appliquer les contrôles à l'exportation prévus par le Régime de contrôle des technologies applicables aux missiles.

Accords et protocoles d'entente entre le Canada et la Chine

Domaine	Date de signature	Accords ou protocoles d'entente (PE)
ACCORDS		
Air	Juin 1973	Accord relatif au transport civil aérien
Marques de commerce	Juillet 1973	Échange de notes concernant le dépôt réciproque des marques de commerce
Commerce	Octobre 1973	Accord de commerce
Coopération économique	Octobre 1979	Protocole de coopération économique
Réclamations	Août 1981	Accord concernant le règlement de réclamations au titre de biens privés
Coopération au développement	Octobre 1983	Accord général de coopération au développement
Garantie des investissements	Janvier 1984	Échange de notes relatif à l'assurance-investissement à l'étranger
Impôts	Mai 1986	Accord en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu
Culture	Février 1987	Accord relatif à la coproduction cinématographique
Entraide judiciaire	Juillet 1994	Traité d'entraide judiciaire en matière pénale
Environnement	Juillet 1994	Coopération en matière d'environnement
Financement des exportations	Juillet 1994	Accord sur le financement des exportations
Nucléaire	Novembre 1994	Accord sur la coopération nucléaire
PROTOCOLES D'ENTENTE (PE)		
Relations diplomatiques	Octobre 1970	PE concernant l'établissement de relations diplomatiques
Affaires consulaires	Octobre 1973	PE concernant la réunion des familles
Visas	Octobre 1973	PE relatif à l'échange de notes constituant une entente sur les formalités de visas
Textiles	Avril 1978	PE concernant le commerce de certains produits textiles et vêtements
Textiles	Mai 1979	PE concernant le commerce de certains produits textiles et vêtements
Éducation	Juin 1979	PE concernant les échanges et la coopération en matière d'éducation
Affaires consulaires	Août 1980	PE relatif à l'échange de notes constituant une entente sur les affaires consulaires

Domaine	Date de signature	Accords ou protocoles d'entente (PE)
Agriculture	Septembre 1980	PE entre le ministre de l'Agriculture du Canada et les ministres de l'Agriculture, des Fermes d'État et de la Récupération des sols de la Chine
Coopération économique	Septembre 1980	PE entre la Commission d'État scientifique et technologique de la Chine et le Centre de recherches pour le développement international du Canada
Textiles	Janvier 1982	PE concernant le commerce de certains produits textiles et vêtements
Culture	Février 1982	PE concernant le Programme d'échanges culturels pour 1982 et 1983
Coopération scientifique	Octobre 1983	PE sur la coopération scientifique entre le Conseil national de recherches du Canada et l'Académie des sciences de la Chine
Développement hydroélectrique	Novembre 1984	PE sur la coopération en matière de développement de l'énergie hydroélectrique
Échange d'information	Janvier 1985	PE sur les entretiens entre le Centre d'information de la Commission économique d'État de la Chine et Statistique Canada
Échanges dans le domaine du sport	Mars 1985	PE et protocole sur les échanges dans le domaine du sport pour 1985
Culture	Décembre 1985	PE concernant le Programme d'échanges culturels pour 1986 et 1987
Agriculture	Mai 1986	PE sur la coopération en matière de quarantaine des plantes
Coopération économique	Octobre 1986	PE sur la coopération économique
Textiles	Janvier 1987	PE concernant l'exportation par la Chine de certains produits textiles et vêtements pour importation au Canada
Télécommunications	Mars 1988	PE concernant la promotion et le développement de la coopération dans le domaine des télécommunications entre les deux pays
Commerce	Juin 1991	PE établissant un conseil économique et commercial mixte
Gestion du personnel et administration publique	Septembre 1991	PE sur la coopération entre le ministère du Personnel de la Chine et la Commission de la fonction publique du Canada dans le domaine de la gestion du personnel et de l'administration publique
Environnement	Avril 1993	PE sur la coopération environnementale entre Environnement Canada et l'Agence nationale de protection de l'environnement de la Chine
Environnement	Juin 1993	PE entre Environnement Canada et l'Administration météorologique d'État de la Chine sur les programmes de coopération en matière de météorologie
Pêches	Septembre 1993	PE sur la coopération dans le domaine des sciences et des technologies marines et halieutiques entre le ministère des Pêches et des Océans du Canada et l'Administration d'État des océans de la Chine

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Capitale : Beijing

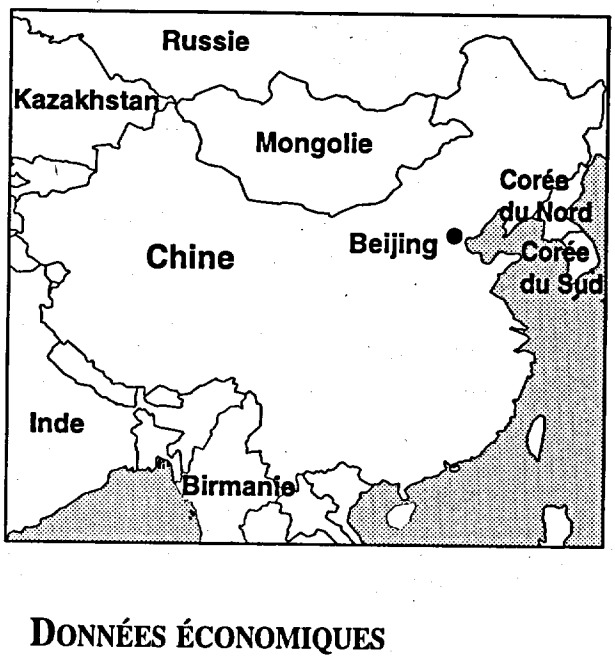
DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
9,57 millions km²

Population
1,2 milliard
Beijing (région métropolitaine): 10,8 millions (1990)

Taux de croissance de la population
1,1 %

Langue officielle
Mandarin



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
État dirigé par un parti communiste

Chef de l'État
Le Président Jiang Zemin, en poste depuis le 27 mars 1993

Chef du gouvernement
Le Premier ministre Li Peng, en poste depuis le 9 avril 1989

Ministre des Affaires étrangères et Vice-premier ministre
M. Qian Qichen

Ministre du Commerce international et de la Coopération économique
M. Wu Yi

Index du développement humain de l'ONU
La Chine se classe 94e parmi 173 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. l'Ambassadeur John Paynter
19, rue Dong Zhi Men Wai
Secteur Chao Yang
Beijing
République populaire de Chine, 100600

Tél. : (011-86-1) 532-3536
Télécopieur : (011-86-1) 532-4311

DONNÉES ÉCONOMIQUES

Produit intérieur brut
542,9 milliards $ US (1993)

Taux de croissance du PIB
11,8 % (1994)

PIB par habitant
458 $ US (1993)

Taux d'inflation
24,2 % (1994)

Taux de chômage
3 % (estimation 1994)

Principales exportations
Vêtements d'extérieur et vêtements de coton, accessoires, jeux et jouets, articles en cuir, chaussures, matériel mécanique, oléagineuses

Principales importations
Matériel électrique et mécanique, blé, pâte de bois, engrais, matières plastiques

Principales exportations vers le Canada
$3,85 milliards (1994), notamment équipement de machineries électriques, vêtements et accessoires, jeux et jouets

Principales importations du Canada
$2,2 milliards (1994), notamment blé, équipement de machineries électriques, produits du bois

Sources : Banque mondiale et autres

CANADA

Capitale : Ottawa

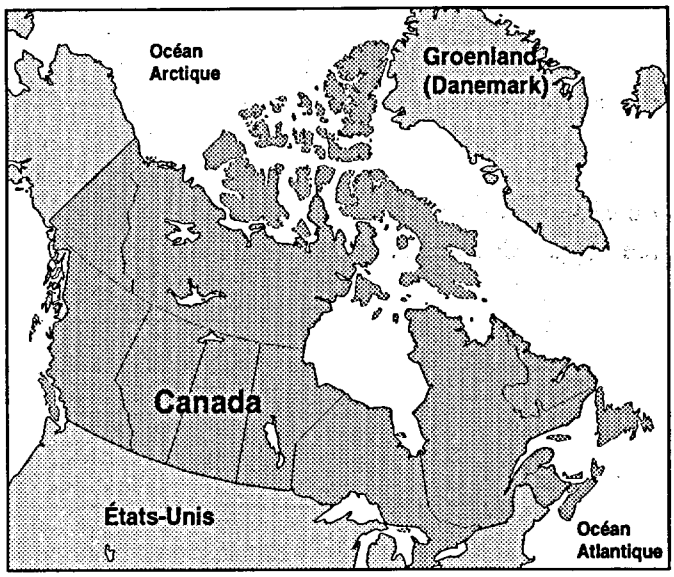
Données géographiques

Superficie
9,97 millions km²

Population
29 millions

Taux de croissance de la population
1,1 % (1994)

Langues officielles
Français et anglais



Données politiques

Système de gouvernement
Monarchie constitutionnelle

Chef de l'État
La reine Élisabeth II

Premier ministre
M. Jean Chrétien

Ministre des Affaires étrangères
M. André Ouellet

Ministre du Commerce international
M. Roy MacLaren

Ministre des Finances
M. Paul Martin

Institutions démocratiques
État fédéral, parlement bicaméral

Index du développement humain de l'ONU
Le Canada se classe premier parmi 173 pays.

Représentant de la Chine

Ambassade de la République populaire de Chine
515, rue Saint-Patrick
Ottawa (Ontario) K1N 5H3

Téléphone : (613) 789-3434

Télécopieur : (613) 789-1911

Données économiques

PIB
750,1 milliards $ (1994)

Taux de croissance du PIB
4,6 % (1994)

PIB par habitant
25 710 $ (1994)

Taux d'inflation
2,3 % (août 1995)

Taux de chômage
9,6 % (août 1995)

Principales exportations
225,9 milliards $ (1994), en bois, papier, aluminium, matériel de transport, minéraux, combustibles et biens d'équipement

Principales importations
202,6 milliards $ (1994), en matériel de transport, biens d'équipement, électronique, matières plastiques

Source : Statistique Canada

doc
CA1
EA
95C16
EXF

.b2770742(E)
.b2710857(F)

Canada–China Relations: Celebrating 25 Years

Visit to Canada by Li Peng Premier of the People's Republic of China

---

October 12-14, 1995

Background Information

CANADA

Printed on recycled paper

Imprimé sur du papier recyclé

Foreign Affairs and International Trade Canada

Affaires étrangères et Commerce extérieur Canada

Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

Biographies

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 5

André Ouellet, Minister of Foreign Affairs 6

Roy MacLaren, Minister for International Trade 7

Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific) 8

Li Peng, Premier of the People's Republic of China 9

Backgrounders

Canada-China Relations: Celebrating 25 Years 13

Chronology of Canada-China Relations 15

Canada-China Relations 19

Canadian Foreign Policy on China: A Four Pillar Partnership 24

Canada-China Agreements and Memorandums of Understanding 29

People's Republic of China (fact sheet) 31

Canada (fact sheet) 32

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

DEC 6 1995

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

43-274-565(e)
43-274-565(f) 27085

Biographies

Jean Chrétien
Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm, and was director of the Bar of Trois-Rivières in 1962-63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967 he became Minister of State attached to the Minister of Finance, and in 1968 he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected four times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios during that period, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976; and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in June 1984.

Following the election of September 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics and, from 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior advisor with Gordon Capital Corporation.

Four years later, Mr. Chrétien returned to politics. On June 23, 1990, he was elected Leader of the Liberal Party of Canada. He was elected to the House of Commons in a byelection and sworn in as Leader of the Opposition in December 1990.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the riding of Saint-Maurice on Oct. 25, 1993, when his party won a majority of seats in the House. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993.

Mr. Chrétien married Aline Chaîné of Shawinigan in 1957. They have three children.

André Ouellet
Minister of Foreign Affairs

Born in St-Pascal, Quebec, on April 6, 1939, André Ouellet graduated from the University of Ottawa and the University of Sherbrooke faculty of law. He has been a member of Parliament since 1967, representing the constituency of Papineau–Saint-Michel, Quebec. He has held a number of cabinet positions.

Mr. Ouellet has served as Postmaster General, President of the Privy Council, Government House Leader, Minister of Consumer and Corporate Affairs, Minister of State (Urban Affairs), Minister of Public Works, Minister of Labour and Minister of State (Regional Economic Development).

He has also served as minister responsible for various Crown corporations, including the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Metric Commission and the Standards Council of Canada.

Mr. Ouellet was appointed the official critic for transport in 1985, official critic for external affairs in 1988 and official critic for federal-provincial relations in 1990. Between 1990 and 1992, he sat on a Quebec legislative commission and two parliamentary committees on Canada's constitution: the Bélanger-Campeau Commission, and the Beaudoin-Edwards and Beaudoin-Dobbie committees.

He was chair of the Quebec Liberal caucus in 1968, chief political organizer of the federal Liberal party in Quebec from 1977 to 1984, and co-chair of the National Liberal Campaign Committee in 1992.

Mr. Ouellet married Edith Pagé in 1965. They have four children.

Roy MacLaren
Minister for International Trade

Born in Vancouver, British Columbia, in 1934, Roy MacLaren has degrees from the University of British Columbia, Cambridge University, Harvard University and the University of Toronto.

From 1957 to 1969, he worked in the Canadian foreign service with postings in Hanoi, Prague, Geneva and New York City.

Mr. MacLaren has extensive experience in business. He was president of Ogilvy and Mather (Canada) Ltd.; chairman of CB Media Ltd.; and vice-president of Massey-Ferguson Ltd.; and was a director of several firms, including Royal LePage Ltd., Royal LePage Mortgage Corporation, London Insurance Group Inc. and Deutsche Bank (Canada).

He was first elected to the House of Commons for the Metropolitan Toronto riding of Etobicoke North in 1979, and won re-election in 1980, 1988 and 1993.

In 1983, Mr. MacLaren was appointed to cabinet as Minister of State (Finance) and in 1984 was appointed Minister of National Revenue. He has served as the official Opposition critic for international trade, co-chairman of the Special Joint Committee on Senate Reform, chairman of the Federal Task Force on Business-Government Relations, and chair of the Liberal Economic Policy Committee.

Mr. MacLaren married Alethea Mitchell in 1959. They have three children.

Raymond Chan
Secretary of State (Asia–Pacific)

Born in 1951 in Hong Kong, Raymond Chan came to Canada in 1969 and became a Canadian citizen in 1974.

He received a Bachelor of Applied Science in engineering physics from the University of British Columbia.

As a professional engineer, Mr. Chan worked at the Triumf Nuclear Research Centre at the University of British Columbia from 1977 to 1993. A restaurateur, he also owned and operated two small businesses from 1974 to 1989.

In 1989, Mr. Chan founded and chaired the Vancouver Society in Support of Democracy Movement. Mr. Chan is a member of the Mandarin Lions Club and the Dragon Masters Toastmasters Club in Richmond.

Mr. Chan was first elected to the House of Commons in 1993 to represent the British Columbia riding of Richmond.

Mr. Chan married Maureen Marnlien in 1975. They have two children.

Li Peng
Premier of the People's Republic of China

Born in October 1928 in Chengdu, Sichuan province, Li Peng studied hydroelectric engineering at the Moscow Power Institute.

Li Peng worked his way upwards through the energy sector and the Chinese Communist Party hierarchy. In 1982, he was elected to the party's Central Committee by the 12th Party Congress.

In 1983, Li Peng became Vice Premier responsible for power, transportation and education. In 1985, he was elected to the Politburo and its executive body, the Secretariat.

Li Peng was appointed Premier in November 1987, and his appointment became official in April 1988.

Li Peng is married to Zhu Lin. They have two children.

Backgrounders

Canada–China Relations: Celebrating 25 Years

On October 13, 1970, Canada and China established formal diplomatic relations and laid the foundation for political, economic, development assistance, cultural and academic exchanges.

According to one observer at the time: "A page was turned; a new chapter is beginning in the history of East-West relations." The event would lead the way for other countries, including the United States, to recognize China. And it would provide momentum for China to gain United Nations membership and a seat on the UN Security Council in 1971.

In an editorial on the day following the establishment of relations between Canada and China, a major Canadian daily newspaper, *The Globe and Mail,* stated that Canada's recognition of China "should be a source of satisfaction to all Canadians ... the international implications of yesterday's announcement are important — perhaps in the long run even more significant to the world than to Canada...."

The Globe and Mail editorial also pointed out that "few important international problems can be resolved today without the participation of China...." That same observation could be made today, 25 years later.

In 1995, China is one of the most dynamic nations in the world. Its output has quadrupled since the 1980s. And it now attracts almost one-third of foreign direct investment flows to developing countries. China is the world's 11th largest trading nation. As a permanent member of the United Nations Security Council, a nuclear weapons state and an active participant in Asia-Pacific regional organizations, China's influence continues to grow.

As home to one-fifth of the world's population, China must overcome significant challenges to its social and economic development as it transforms itself from a centrally planned economy to a market-based economy, and as it addresses the needs of its growing population.

For its part, Canada has supported China's economic reform program by extending it most-favoured-nation trading status since 1973. Canada has encouraged China to become more fully integrated into global and regional political and economic institutions, including the World Trade Organization. Canada has worked through the Canadian International Development Agency and other multilateral institutions like the World Bank and the United Nations to help China overcome challenges to sustainable development and to foster greater openness, freedom and prosperity in China and for its people.

Today, the Canada–China relationship is multi-dimensional — based on a growing trade and investment partnership, our mutual interest in global and regional environmental and security issues, and the considerable ties between Canadian and Chinese people.

China has become far more than one of Canada's largest markets for wheat; close to half of Canadian exports to China are now value-added manufactured goods. Canada and China now exchange over $6 billion worth of goods and services a year. China is now Canada's second most important trading partner in Asia–Pacific and our fifth largest export market in the world.

Since the Canadian embassy was first established in Beijing, Canada has expanded its presence in China, opening consulates in Shanghai and Guangzhou. More than 100 Canadian companies now operate in China. Ties between Canadian and Chinese provinces and cities have grown considerably through "twinning" agreements, which establish close co-operation between organizations or governments with similar economic and cultural interests. At the academic level, there are similar ties between several Canadian and Chinese universities. More than 2,500 Chinese students study at universities across Canada.

Canada also has a thriving development co-operation program with China. Begun in 1981 with a $4 million contribution toward food aid, the Canadian International Development Agency's program with China now includes 25 operational projects and 17 planned projects. Operational activities range from energy, oil and gas, forestry and agriculture projects to management education and institutional links. Planned projects include the training of judges, the promotion of women in development, managerial and environmental training for small and medium-sized business, energy efficiency in construction and the development of China's Tarim Basin.

Current programming, expected to be worth $36 million in 1995-96, emphasizes economic co-operation, the environment, and good governance. In addition, CIDA's Industrial Co-operation Program now provides more than $8 million a year to Canadian firms exploring joint ventures and other opportunities in China. CIDA projects have introduced a spectrum of Canadian firms and institutions to China.

Another connection between Canada and China is the fact that about three per cent of the Canadian population is of Chinese origin. Chinese is the third most widely spoken language in Canada.

With the solid foundation that has been built over the last 25 years, Canada–China relations are expected to deepen over the next quarter century and beyond.

Chronology of Canada–China Relations

1970

- Canada and the People's Republic of China establish diplomatic relations following 22 months of negotiations in Stockholm.

1971

- The Government of the People's Republic of China becomes a member of the United Nations.
- A chargé d'affaires is sent to Peking (now called Beijing) to establish a Canadian diplomatic mission.
- Minister of Industry, Trade and Commerce Jean-Luc Pepin leads the first official Canadian delegation to China.

1972

- Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs, leads a delegation to China. A Canadian trade fair held in Beijing during the visit attracts some 600 Canadian officials and business leaders. This event marks the first visit to a foreign trade fair by Premier Zhou Enlai.
- The first official sports exchange is made. China sends table tennis players, swimmers and divers to Canada. Canada sends ice skaters, a basketball team and badminton players to China.

1973

- Canada and China sign a memorandum of understanding on family reunification.
- An air link between the two countries is established with the signing of the Civil Air Transport Agreement, which allows for a direct air route between Canada and China without passing through a third country.
- Canada and China sign a trade agreement allowing for the formal extension of most-favoured-nation trading status.

1974

- China opens a consulate general in Vancouver.
- The first Chinese immigrants arrive in Canada under the terms of the family reunification memorandum of understanding.

1977

- Foreign Minister Huang Hua makes an official visit to Canada.

1978

- Xinhua (New China News Agency) reporters join the Canadian Parliamentary Press Gallery.

1979

- Canada and China sign a memorandum of understanding on educational co-operation permitting Chinese students to attend Canadian universities and Canadians to study at institutions of higher education in China.

- An economic co-operation protocol is signed to promote trade in high technology goods and services and to establish a joint committee to review bilateral trade progress.

- On the 40th anniversary of the death of Dr. Norman Bethune, the Canadian physician who worked in China and gave medical assistance to the "Red Army," a Canadian delegation to China participates in commemorations.

- The CTV television network assigns a resident correspondent in Peking.

1980

- The Canadian Broadcasting Corporation opens a bureau in Peking and assigns a permanent correspondent.

1981

- Development assistance funds are sent to China for the first time.

- Close to three per cent of the Canadian population is now of Chinese ancestry.

1984

- Premier Zhao Ziyang visits Canada and is the first Communist leader to address Parliament.

- Canada-China trade exceeds $2 billion.

- China opens a consulate general in Toronto.

1985

- President Li Xiannian and Vice-Premier Li Peng visit Canada.

1986

- Canada opens a consulate general in Shanghai.
- Prime Minister Brian Mulroney makes an official visit to China.
- Vice Premier Yao Yilin visits Canada.

1987

- Governor General Jeanne Sauvé visits China.
- Patricia Carney, Minister for International Trade and Minister Responsible for the Canadian Wheat Board, visits China.
- Bilateral air relations are improved with the signing of the Air Agreement. Canadian Airlines International begins flights to Beijing. The Civil Aviation Authority of China (now Air China) begins flying to Toronto via Vancouver.

1988

- Wan Li, Chairman of the Standing Committee of the National People's Congress, visits Canada.
- Vice Premier Tian Jiyun visits Canada.

1990

- Two-way trade exceeds $3 billion. Capital goods constitute 50 per cent of total Canadian exports to China.

1992

- Michael Wilson, Minister for Industry, Science and Technology and Minister for International Trade, visits China.
- Two-way bilateral trade reaches $4.6 billion.

1993

- Joe Clark, Minister Responsible for Constitutional Affairs, visits China.
- Vice Premier Zhu Rongji visits Canada.

- The proportion of agricultural products as a percentage of Canadian exports to China continues to decline in favour of high-value-added goods. Sales of value-added goods constitute 50 per cent of total exports to China.

1994

- Vice Premier Zou Jiahua visits Canada.

- Canada establishes its four-pillar policy on China — economic partnership; sustainable development; human rights, good governance and the rule of law; and peace and security.

- Minister for International Trade Roy MacLaren visits China and opens a consulate in Guangzhou.

- Governor General Ray Hnatyshyn visits China. He is accompanied by Ralph Goodale, Minister of Agriculture and Agri-Food,and a Canadian business delegation.

- Minister of Foreign Affairs André Ouellet visits China and signs an agreement on environmental co-operation and a mutual legal assistance treaty.

- Prime Minister Jean Chrétien visits China with Team Canada — the largest Canadian delegation ever. It includes nine provincial premiers, the territorial leaders, the head of the Federation of Canadian municipalities and some 400 business representatives. Canadian companies sign deals worth $8.6 billion. Prime Minister Jean Chrétien and Premier Li Peng sign an agreement on nuclear co-operation and a letter of intent on six development co-operation projects.

- Two-way trade surpasses $6 billion.

1995

- Minister of Personnel Song Defu visits Canada and meets with Lloyd Axworthy, Minister of Human Resources Development and Minister of Western Economic Diversification.

- Minister Axworthy visits China.

- Premier Li Peng visits Canada to commemorate the 25th anniversary of bilateral relations.

Canada–China Relations

General

- Canada–China relations have been enhanced significantly over the past year. Last November, Prime Minister Jean Chrétien led the Team Canada trade mission to China. The largest ever Canadian delegation to China, it included nine provincial premiers, two territorial leaders and close to 400 Canadian business representatives.

- The Team Canada mission was the culmination of several high-level bilateral visits in 1994. These visits help Canada develop a broad relationship, engaging China in four key areas: economic partnership; sustainable development; human rights, good governance and the rule of law; and peace and security.

- Given China's economic growth and potential, Canada is positioning itself now to build an economic partnership that will create jobs and prosperity at home, as well as benefit the people of China.

- Sustainable development is an integral component of Canada's policy towards China. Canada seeks to assist China — the world's largest consumer of coal — in managing its environment to the benefit of the global environment.

- Canada continues to work in multilateral forums to ensure that China respects its obligations under the United Nations Universal Declaration on Human Rights. Canada continues to raise concerns over the detention of political dissidents and the general lack of political freedoms in China.

- Canada has engaged China in a sustained and substantive dialogue on non-proliferation questions and regional security, with a view to encouraging China to exercise responsible international behaviour with respect to arms sales and the early and successful conclusion of the Comprehensive Test Ban Treaty.

- Canada has a direct interest in the smooth transition of Hong Kong from British to Chinese sovereignty in 1997. We have urged both China and the United Kingdom to co-operate in ensuring Hong Kong's continued stability and prosperity.

- Canada has an embassy in Beijing and a consulate in Shanghai. It has also established a trade office in Guangzhou (formerly Canton), in Guangdong province, the heart of the fast-growing southern region of China.

Trade and Investment

- Canadian businesses have achieved notable success in the last year. During the Prime Minister's Team Canada mission to China in November 1994, Canadian companies announced $8.6 billion worth of commercial arrangements, including contracts, memoranda of understanding and joint venture agreements.

- Of the 65 business transactions announced at the time of the mission, 34 are now firm contracts (compared to 14 last November). While a few transactions have not materialized since November — part of doing business in any country — the value of all transactions remains essentially unchanged at $8.34 billion compared to the original $8.6 billion.

- Since the Team Canada mission, Canadian firms have reported an additional $850 million of business transactions with China, attributable to last November's initiatives. Several Canadian firms offering financial, legal and other services have also been authorized to operate in China since the mission. The advances strengthen Canada's commercial presence in China and offer increased support for other Canadian firms doing business in China.

- China is Canada's second most important trading partner in Asia-Pacific and our fifth largest export market in the world. Two-way trade surpassed $6 billion in 1994, an increase of slightly more than 25 per cent over the previous year. Canadian exports to China increased 34 per cent over the previous year to reach a record of nearly $2.3 billion. Exports during the first six months of 1995 reached $1.4 billion — almost equal to the total value of Canadian exports for 1993.

- Since China embarked on an open door policy of economic reform in 1978, Canada-China trade relations have evolved rapidly. Traditionally, Canadian exports to China have comprised basic commodities such as wheat, fertilizers and wood pulp. However, in recent years, sales of manufactured goods, such as electrical, mechanical and telecommunications equipment, have gained importance. Exports of high value-added manufactured goods have more than doubled over the past two years. They now account for close to 35 per cent of total exports, up from only 4 per cent of Canadian exports in 1988.

- Canadian imports from China were valued at $3.8 billion in 1994, up from $3 billion in 1993. Major imports include outerwear, cotton, apparel, games and toys, leather goods, footwear, mechanical equipment and oil seeds.

- Many of China's import and infrastructure requirements correspond to Canada's prime export strengths, especially in areas such as telecommunications, oil and gas, power generation, the environment, transportation, mining and petrochemicals, and agriculture.

- Canada has consistently supported the efforts of the Chinese government to open its markets by extending it most-favoured-nation trading status. This status gives China access to the Canadian market on the same basis as most other trading partners. Canada also supports China's application for entry into the World Trade Organization, which would give Canadian businesses better access to the Chinese market.

- Canada's Export Development Corporation plays a critical role in financing value-added exports to China. EDC offers concessional and non-concessional lines of credit to companies doing business in China. Concessional credits are available for non-commercial projects.

- Chinese authorities are actively encouraging foreign investment. Several Canadian firms, especially the larger ones with world-renowned technology, have invested $1.8 billion in China since the early 1970s. While the investment environment is slowly improving, Canadian small and medium-sized businesses are also starting to pay attention to China as an investment destination.

- More than 100 Canadian companies have offices in China, and Canadian firms are increasingly interested in expanding operations there.

Academic and Cultural Relations

- Canada-China academic relations date back more than 50 years. In 1941, Professor Chian Wei Chang became the first Chinese person to graduate from a Canadian university, the University of Toronto. He later played an important role in developing Canadian studies programs in China during his presidency at the Shanghai University of Technology. He was also vice-president of the Chinese Democratic Party.

- For the past 15 years or so, Chinese interest in Canadian studies has increased considerably. At present, there are nearly 20 Canadian studies centres in China, plus a Chinese Canadian Studies Association. Canada spends nearly $250,000 a year in developing Canadian studies programs in China.

- In the late 1980s, Canada and China signed a memorandum of understanding renewing the China-Canada Scholars Exchange Program, under which a dozen or so university professors and students from each country travel to the other country to study every year.

- More than 4,000 Chinese students are now studying at Canadian universities, mainly in engineering and pure sciences. About 100 Canadian students are studying in China.

- Canada has long considered cultural relations with China an important facet of bilateral relations. Official consultations on cultural relations take place regularly.

- In 1994, the Oliver Jones Trio, a jazz ensemble, accompanied the Governor General on his visit to China and performed for enthusiastic audiences.

- A feature film on the life of Norman Bethune was made under a Canada-China film and television co-production agreement, signed in 1987. Because of the film's success, the Canadian film and television industry is eager to renew production contacts with the Chinese film industry.

- In 1990, Canada's National Film Board and China's Xi'an Film Studio co-produced *The First Emperor*, the first Imax (large screen) film made with a Chinese partner. TVOntario has made several exploratory trips to China in the past few years, and has expressed interest in co-producing educational materials with Chinese television producers.

Development Assistance Co-operation

- The Canadian International Development Agency launched its official development assistance program with China in 1981. Since 1990, bilateral (government-to-government) funding has been in the range of $30-32 million. Bilateral projections for 1995-96 are $36 million.

- The New Country Development Policy Framework for China was launched by both governments in July 1994. All CIDA programs in China now focus on economic co-operation, environmental sustainability, human rights and democratic development, and good governance. Women in development and poverty reduction also figure prominently in the new policy framework. Letters of intent have been signed for 17 new initiatives in the areas of environmental sustainability, economic co-operation, good governance and women in development.

- Major ongoing projects include the Canada–China Enterprise Management Training Centre, assistance to open cities, the China Council for International Co-operation on Environment and Development, lean swine production, South China power studies, the Oil and Gas Technology Transfer Program, and comprehensive transport management training.

- CIDA's Industrial Co-operation Program provides financial contributions to Canadian firms wanting to participate in sustainable development through long-term co-operation with local partners in developing countries. In 1994-95, the program disbursed $8.3 million to support projects in China.

- In November 1994, Prime Minister Chrétien and Chinese Premier Li Peng signed letters of intent for six development co-operation projects that support Chinese administrative, legal and economic reforms. The six are: Statistical Information Management Project, Public Policy Options Research Project, Women in Development — Xinjiang, Women's Law Program, Special University Linkage Consolidation Program, and Senior Judges Training Centre Project.

Canadian Foreign Policy on China: A Four-Pillar Partnership

China is one of the most dynamic nations in the world. Since China adopted its program of economic reform in 1978, its output has grown by an average of 9 per cent a year. China now attracts almost one-third of foreign direct investment flows to developing countries and is the world's 11th largest trading nation. China is also home to one fifth of the world's population.

As a permanent member of the United Nations Security Council, a nuclear weapons state and an active participant in other regional groups such as the Asia-Pacific Economic Co-operation forum and the Association of South East Asian Nations Regional Forum, China's influence continues to grow.

Canada's foreign policy objectives reflect these realities. Canada's interests lie in China's stability, reform and sustainable economic growth. Canada's overarching objective has been to encourage China to maintain its open door policy and to become fully integrated in global and regional political and economic institutions.

Engagement is the cornerstone of Canada's policy on China. Our long-term relations are based on four equally important and mutually reinforcing pillars: economic partnership; sustainable development; human rights, good governance and the rule of law; and peace and security. Canada believes that only through systematic and wide-ranging contact will it be able to encourage greater openness and freedom in China and advance Canadian interests there.

Economic Partnership

- Canada is positioning itself to build an economic partnership with China that will both benefit the people of China and create jobs and prosperity in Canada. Events such as the highly successful Team Canada mission to China in November 1994 are helping to achieve that.

- Since China launched its economic reform program, bilateral trade and investment relations have evolved considerably. Today, China is Canada's second most important market in Asia-Pacific and our fifth largest export market in the world. More than 100 Canadian companies have offices in China.

- Two-way trade surpassed $6 billion in 1994. Canadian exports to China increased 34 per cent in 1994 to reach nearly $2.3 billion. Exports during the first six months of 1995 have reached $1.4 billion — almost equal to the total value of Canadian exports for 1993. Exports of manufactured goods to China have more than doubled over the past two

years. They now account for close to 35 per cent of total exports, up from only 4 per cent of our exports in 1988.

- Strengthening the partnership is the fact that many of China's import and infrastructure requirements parallel Canada's top export strengths, particularly in areas such as telecommunications, oil and gas, power generation, the environment, transportation, mining and petrochemicals, and agriculture.

- Canada is supporting continued economic reform in China. An efficient modern economy needs a specialized infrastructure, underpinned by transparent legislation and regulation. Canadian development assistance is helping China put in place the "software" of a modern economy.

- Canada is also supporting China's accession to the World Trade Organization, which will provide better access for Canadian goods and services.

- Canada and China co-operate on regional economic issues through the 18-member Asia-Pacific Economic Co-operation forum (APEC). Canada and China share a common interest in pushing for economic reform and trade liberalization among APEC members.

Sustainable Development

- Canada is committed to helping China develop policies and institutions that enhance sustainable development by recognizing the relationship among economic growth, social development and environmental protection.

- The environment is an important issue in China. Its immense population has placed considerable pressure on China's natural resources. Water shortages are becoming increasingly frequent and serious. Underground waterbeds are gradually deteriorating. Pollution of lakes and rivers is widespread. Erosion, salinization and urbanization are devastating agricultural land. China is also the world's largest consumer of coal, and coal-fed electrical generators are currently the engines of its growing economy.

- Recognizing that developments in China have global implications and that China can make a positive contribution toward resolving global environmental problems, Canada is working with China on a range of environmental management issues.

- Through our bilateral Memorandum of Understanding on the Environment and through the Canadian International Development Agency's assistance programs, Canada is providing environmental

technologies and services, technical training, management expertise and applied research to China.

- Canada is also working with China's National Environmental Protection Agency in a number of areas, including water pollution, water basin management, hazardous and solid waste management, training and analysis of samples for toxic pollutants, and ozone depletion and the application of the Montreal Protocol.

Human Rights, Good Governance and the Rule of Law

- Respect for human rights and the rule of law in China is an essential Canadian objective. Canada believes China does not meet some of its international human rights obligations; and we are developing a constructive dialogue using bilateral and multilateral opportunities to raise Canada's concerns.

- Canada does not favour isolationism, believing that engagement and dialogue are most often the best approach. Canada believes that a China that is open to the world can better serve its people, both economically and politically, and can increase respect for human rights.

- Canada promotes the defence of fundamental human rights, as defined by the United Nations Universal Declaration on Human Rights, and encourages the reform of legal structures, good governance and the promotion of the rule of law.

- Frequent high-level contact with Chinese leaders over the past year has enabled Canada to raise its concerns; and Canadian officials will continue to hold frank and open discussions with Chinese authorities on human rights issues.

- At the Commission on Human Rights in Geneva earlier this year, Canada co-sponsored a draft resolution on human rights in China, expressing concern about continuing reports of violations of human rights and fundamental freedoms by local, provincial and national authorities as well as reports of severe restrictions on the rights of citizens to freedom of assembly, association, expression and religion, as well as rights to due legal process and to a fair trial.

- Development assistance is an important way of advancing human rights, democracy and good governance. Many Canadian projects are currently under way to encourage China to reform legal and judicial structures by increasing the transparency of legal processes and to adapt these structures to the new needs arising from economic reform. Specific projects include support for research on human rights, technical assistance on revising criminal procedures to better protect the rights of

the accused, criminal law reform, and exchanges between lawyers. The new focus on human rights and democratic development in CIDA's development program has increased the amount of funding available for co-operative work. To further these objectives, Canada has invited the Chairman of the National People's Congress, Qiao Shi, and a high-level Chinese delegation to study human rights institutions and structures in Canada.

- Bilateral, high-level visits over the last year have emphasized good governance. State Councillor Li Guixian and Personnel Minister Song Defu held discussions in May 1995 in Ottawa on civil service reform and public service management. This visit also provided an opportunity to share views on a number of issues at the forefront of China's agenda for reform: corruption and abuse of power, structural problems in government institutions and reform of the role of government. During his visit to Beijing in July 1995, Human Resource Development Minister Lloyd Axworthy followed up with discussions on Canada's experiences in improving programs dealing with pension system reform, labour adjustment, job creation and education.

- Three projects announced by Prime Minister Chrétien last November — senior judges training, the implementation of China's Women's Law and statistical information management training — are all in the final design stages.

- A high-level visit from a delegation from the National People's Congress to study governance and the functioning of institutions in Canada is also expected to be scheduled in the near future.

Peace and Security

- International peace and security are key elements of Canada's foreign policy. This cannot be achieved without the full participation of China, one of the world's most powerful and influential countries. China has one fifth of the world's population and is a permanent member of the United Nations Security Council and a nuclear weapons state with the world's largest active forces.

- Canada and China maintain a dialogue on regional security, non-proliferation, arms control and peacekeeping. The two countries last held bilateral security talks in August 1995. Canada intends to remain engaged in this dialogue, particularly on issues such as the Korean peninsula and nuclear non-proliferation.

- As Pacific countries and members of the Association of Southeast Asian Nations Regional Forum, Canada and China share an interest in global and regional peace and security. The ASEAN Regional Forum is an

annual meeting of foreign ministers from the seven ASEAN countries, seven "dialogue partners" and five other consultative partners. The forum has dealt with key concerns such as the South China Sea/Spratly Islands, the Korean peninsula, and Taiwan.

- Canadian initiatives in the ASEAN Regional Forum included preparing discussion papers on non-proliferation, preventive diplomacy and conflict management, as well as proposing regional workshops on practical issues of common interest, including peacekeeping.

- China supported the indefinite extension of the Nuclear Non-Proliferation Treaty at the NPT Conference in May 1995. At the same time, China supported a commitment to negotiate a comprehensive nuclear test ban treaty by 1996. China continues to conduct nuclear weapons test explosions while committing itself to stop testing once the test ban treaty enters into force. China maintains that because it has conducted far fewer tests than the other nuclear weapons states, its nuclear weapons stockpiles are, in comparison, still relatively rudimentary and in need of modernization.

- When Prime Minister Jean Chrétien visited China in November 1994, the two countries signed a nuclear co-operation agreement that opens the way to trade in nuclear material and equipment — exclusively for peaceful purposes.

- Canada is working to obtain China's co-operation in restraining the international flow of conventional weapons, particularly to regions of tension and instability. Canada welcomed the 1994 joint statement by China and the United States in which China committed to the export control guidelines of the Missile Technology Control Regime.

Canada–China Agreements and Memorandums of Understanding

Subject	Date Signed	Agreements or memorandums of understanding
AGREEMENTS		
Air	June 1973	Civil Air Transport Agreement
Trademarks	July 1973	Exchange of notes concerning Reciprocal Registration of Trade Marks
Commerce	October 1973	Trade Agreement
Economic Co-operation	October 1979	Protocol on Economic Co-operation
Claims	August 1981	Agreement concerning the Settlement of Private Property Claims
Development Co-operation	October 1983	General Agreement on Development Co-operation
Investment Insurance	January 1984	Exchange of notes relating to Foreign Investment Insurance
Taxation	May 1986	Agreement for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income
Culture	February 1987	Agreement on Co-production of Films
Legal	July 1994	Mutual Legal Assistance Treaty
Environment	July 1994	Environmental Co-operation
Export Financing	July 1994	Export Financing Agreement
Nuclear Co-operation	November 1994	Nuclear Co-operation Agreement
MEMORANDUMS OF UNDERSTANDING		
Diplomatic Relations	October 1970	MOU concerning the establishment of diplomatic relations
Visas	October 1973	MOU regarding exchange of notes constituting a visa arrangement
Consular Matters	October 1973	MOU on family reunification
Textiles	April 1978	MOU relating to the trade in certain textile and clothing products
Textiles	May 1979	MOU relating to the trade in certain textile and clothing products
Education	June 1979	MOU on educational exchanges and co-operation
Consular Matters	August 1980	MOU regarding exchange of notes constituting an understanding on consular matters
Agriculture	September 1980	MOU between the Minister of Agriculture Canada and the ministers of Agriculture and State Farms and Land Reclamation of China
Economic Co-operation	September 1980	MOU between the State Scientific and Technological Commission of China and the International Development Research Centre of Canada

Subject	Date Signed	Agreements or memorandums of understanding
Textiles	January 1982	MOU relating to the trade in certain textile and clothing products
Culture	February 1982	MOU regarding program for cultural exchanges in 1982 and 1983
Scientific Co-operation	October 1983	MOU on scientific co-operation between the National Research Council of Canada and the Chinese Academy of Sciences
Hydroelectric Development	November 1984	MOU on co-operation in hydroelectric power development
Exchange of Information	January 1985	MOU on Discussion between the Information Centre of the State Economic Commission of China and Statistics Canada
Sports Exchanges	March 1985	MOU and protocol on sports exchanges for 1985
Culture	December 1985	MOU regarding program for cultural exchanges in 1986 and 1987
Agriculture	May 1986	MOU on plant quarantine co-operation
Economic Co-operation	October 1986	MOU between the governments of Canada and China
Textiles	January 1987	MOU relating to the export from China of certain textiles and textile products for import into Canada
Telecommunications	March 1988	MOU regarding the promotion and development of co-operation in telecommunications between the two countries
Trade	June 1991	MOU establishing a joint economic and trade council
Personnel Management and Public Administration	September 1991	MOU on co-operation between the Ministry of Personnel of China and the Public Service Commission of Canada in the field of personnel management and public administration
Environment	April 1993	MOU on environmental co-operation between Environment Canada and the National Environmental Protection Agency of China
Environment	June 1993	MOU between Environment Canada and the State Meteorological Administration of China on co-operative meteorological programs
Fisheries	September 1993	MOU on co-operation in the field of marine and fisheries, science and technology between Fisheries and Oceans Canada and the State Oceanic Administration of China

PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

Capital: Beijing

GEODATA

Area
9.57 million km²

Population
1.2 billion
Beijing (metropolitan area): 10.8 million (1990)

Population growth
1.1%

Official language
Mandarin

POLITICAL DATA

Type of government
Communist Party-led state

Head of state
President Jiang Zemin, in office since March 27, 1993

Head of government
Premier Li Peng, in office since April 9, 1989

Minister of Foreign Affairs and Vice Premier
Qian Qichen

Minister of Foreign Trade and Economic Co-operation
Wu Yi

UN Human Development Index
China ranks 94th among 173 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador John Paynter
19 Dong Zhi Men Wai Street
Chao Yang District
Beijing
People's Republic of China, 100600

Tel: (011-86-1) 532-3536
Fax: (011-86-1) 532-4311

ECONOMIC DATA

GDP
$542.9 billion US (1993)

GDP growth rate
11.8% (1994)

GDP per capita
$458 US (1993)

Inflation rate
24.2% (1994)

Unemployment rate
3% (est. 1994)

Main exports
Outerwear, cotton/apparel, games and toys, leather goods, footwear, mechanical equipment, oil and seeds

Main imports
Electrical and mechanical equipment, wheat, wood pulp, fertilizers, plastics

Main exports to Canada
$3.85 billion (1994), including electrical machinery and equipment, apparel, toys and games

Main imports from Canada
$2.2 billion (1994), including wheat, electrical machinery and equipment, and wood products

Sources: World Bank and others

CANADA

Capital: Ottawa

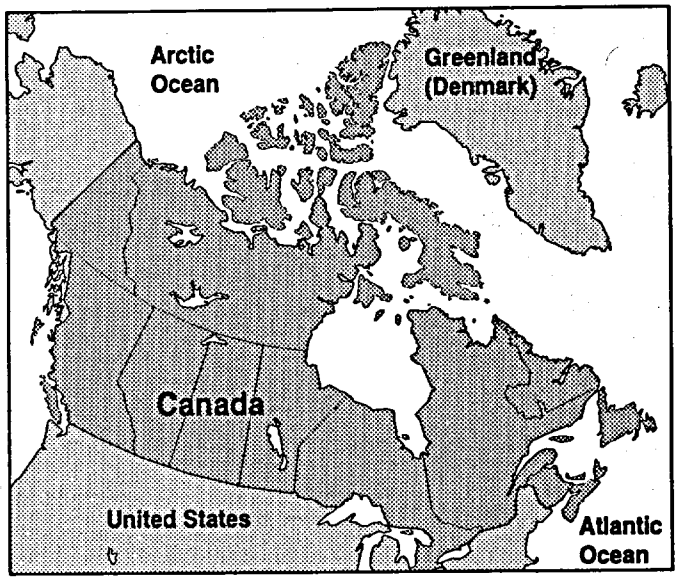
GEODATA

Area
9.97 million km^2

Population
29 million

Population growth
1.1% (1994)

Official languages
English, French



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Head of state
Queen Elizabeth II

Prime Minister
Jean Chrétien

Minister of Foreign Affairs
André Ouellet

Minister for International Trade
Roy MacLaren

Minister of Finance
Paul Martin

Democratic institutions
Federal state, bicameral Parliament

UN Human Development Index
Canada ranks first among 173 countries

CHINESE REPRESENTATIVE

Embassy of the People's Republic of China
515 St. Patrick Street
Ottawa ON K1N 5H3

Tel.: (613) 789-3434

Fax: (613) 789-1911

ECONOMIC DATA

GDP
$750.1 billion (1994)

GDP growth rate
4.6% (1994)

GDP per capita
$25,710 (1994)

Inflation rate
2.3% (August 1995)

Unemployment rate
9.6% (August 1995)

Main exports
$225.9 billion (1994), including wood, paper, aluminum, transport equipment, mineral, fuels and capital equipment

Main imports
$202.6 billion (1994), including transportation equipment, capital equipment, electronics, plastics

Source: Statistics Canada